

Pour suivre cette évolution, l'équipe n'y suffisant plus, des relais, « coordinateurs Achats durables & solidaires », ont été créés dans chacune des entités Achats régionales de la SNCF, répartis sur le territoire, avec une coordination nationale.

Pour autant, les clauses ne sont pas proposées partout et pour tout. Des critères précis sont requis, comme un montant minimum de 1 million d'euros, une durée de 6 mois minimum ou un minimum de 30 % de main d'œuvre consacrée à l'insertion. Les secteurs d'activité également été définis : travaux neufs de bâtiment, rénovation de bâtiment, restauration, nettoyage de gare et locaux, matériel roulant, maintenance des ascenseurs. La démarche en matière de prestation intellectuelle s'avère plus complexe, mais la sensibilisation a commencé sur le sujet auprès d'entreprises de conseil en 2013.

Concernant le reporting, le suivi quantitatif est simple à suivre. Le recours au secteur adapté et à l'insertion directe est suivi minutieusement, via un marquage des fournisseurs solidaires dans l'ERP de la SNCF. Mais le suivi qualitatif de la clause d'insertion est quant à lui plus compliqué. Nous essayons de travailler en amont avec les facilitateurs qui accompagnent les clauses dans les marchés sur les territoires. Mais ils ne sont, à ce jour, plus enclins à travailler avec la SNCF sans rétribution. Leur collaboration est pourtant indispensable car elle nous permet de disposer d'informations telle que la typologie des personnes recrutées ou encore le nombre de sorties positives, qu'il nous est difficile de suivre sans aide. Cela a été le cas à Bordeaux ou à Marseille, où des partenariats ont pu être créés avec l'AFPA, ce qui a permis en deux ans d'intégrer huit personnes en insertion sur un chantier et de les faire monter en compétences. Mais il est plus difficile de réussir à monter ces partenariats dans le cadre de marchés nationaux, conclus à Paris et démultipliés sur tout le territoire. Cela demanderait une multitude de facilitateurs à nos côtés.

Pour autant, notre démarche est en progrès continu. Nos équipes ont des objectifs d'achats solidaires au niveau du groupe : en 2014, c'est 34 millions d'euros à réaliser. En 2017, ce sera 50 millions d'euros.